

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Discours de M.
François Hollande, président de la
République**
(Paris, 15 janvier 2017)

Madame la Haute représentante de l'Union européenne,

Mesdames, Messieurs qui représentez ici les organisations internationales,

Mesdames, Messieurs les Ministres des affaires étrangères,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je veux d'abord vous remercier d'être nombreux pour cette conférence, répondant à l'invitation que je vous avais lancée il y a un an. Car il y a un an, la France décidait de prendre une initiative pour la paix au Proche-Orient.

Le ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault a porté inlassablement cette volonté de donner une perspective. Et je me suis moi-même entretenu avec la plupart des chefs d'État et de gouvernement de la région et au-delà.

Il y a eu cette réunion ministérielle le 3 juin, elle a constitué une étape importante puisque nous sommes aujourd'hui réunis dans le cadre de cette conférence.

L'initiative que la France a lancée et à laquelle vous avez pleinement adhésés, c'était d'abord une alerte, car la solution des deux États, celle sur laquelle la communauté internationale s'était retrouvée depuis plusieurs années apparaissait menacée.

Elle l'est physiquement sur le terrain par l'accélération de la colonisation, elle l'est politiquement par l'affaiblissement progressif du camp de la paix, elle l'est moralement par la méfiance qui s'accumule entre les parties et bien sûr qu'exploitent les extrémistes. Elle l'est enfin par les terroristes eux-mêmes qui ont toujours redouté la perspective d'un accord israélo-palestinien.

L'attentat qui a frappé Jérusalem le 8 janvier dernier en est la manifestation la plus abjecte et qui mérite d'être condamnée par tous.

Voilà pourquoi il était si important de prendre et de reprendre l'initiative. Certes, les guerres en Irak, en Syrie, au Yémen, la lutte contre Daech ont à juste raison mobilisé la communauté internationale ces derniers mois, voire ces dernières années. Et ont pu laisser penser qu'il était moins urgent de se préoccuper du processus de paix au Proche-Orient, qu'il pouvait attendre.

Mais comment penser que le Moyen-Orient pourra retrouver sa stabilité, si on ne traite pas le plus ancien de ses conflits ? Car il continue de servir de prétexte aux criminels qui enrôlent des esprits égarés.

Voilà pourquoi le monde ne peut pas, ne doit pas se résigner au statu quo. Votre présence aujourd'hui, avec 70 États et organisations internationales représentés, est la preuve que nous ne renonçons à rien et que nous voulons avancer.

Il y a eu le rapport du Quartet qui rassemble les Nations unies, l'Union européenne, les États-Unis et la Russie le 1er juillet dernier, qui avait déjà mis en garde le monde contre le risque que s'installe la réalité d'un seul État.

Il y a eu ensuite la résolution du Conseil de sécurité adoptée sans aucune opposition parmi ses 15 membres, et qui a réaffirmé le soutien international à la solution des deux États. C'est pour nous tous un point d'appui.

Je salue également le discours qu'a tenu John Kerry ces derniers jours et qui est venu encore renforcer cette prise de conscience.

Dans la région, je constate que la solution des deux États continue de bénéficier d'un soutien large, au-delà des différences souvent importantes qui peuvent exister sur d'autres sujets. Et ce qui vaut pour la région vaut également pour le monde.

La solution des deux États n'est pas le rêve d'un système d'hier, c'est encore, c'est toujours l'objectif de la communauté internationale dans toute sa diversité pour l'avenir.

Je voudrais donc avec cette conférence inscrire la question du Proche-Orient à l'agenda international. Mais je veux être clair sur nos intentions. Il n'est pas question de dicter aux parties les paramètres du règlement, comme certains l'ont prétendu pour disqualifier nos efforts. Je réaffirme ici que seules des négociations directes entre les Israéliens et les Palestiniens peuvent conduire à la paix. Nul ne le fera à leur place.

C'est à leurs dirigeants de s'entendre et de convaincre leur population des compromis nécessaires. Par le passé, je le rappelle, les avancées ont toujours été le produit de discussions,

et les blocages toujours la résultante de l'absence de dialogue.

Notre contribution aujourd'hui doit être de donner des garanties et des encouragements. C'était déjà ce que nous avons voulu à travers la réunion du 3 juin, avec une réflexion menée dans trois groupes de travail, que vous avez poursuivie aujourd'hui, sur le volet économique, sur la question des capacités du futur État palestinien et sur la mobilisation des sociétés civiles israélienne et palestinienne.

Vous y avez ajouté une réflexion sur les incitations que la communauté internationale pourrait apporter aux deux parties en cas de règlement du conflit. Cette méthode a permis d'identifier de nombreux projets, publics et privés, dans le domaine des infrastructures urbaines, des transports ou de l'énergie.

Ce travail a également mis en évidence le renforcement des relations économiques et commerciales qu'induirait la paix entre les deux parties ; et le partenariat privilégié qui pourrait encore s'amplifier avec l'Union européenne.

Je sais ce que l'on a dit de cette conférence. Il y a toujours les sceptiques, ils sont nombreux, il y a ceux qui ne veulent jamais qu'une initiative soit prise parce qu'ils en préparent une autre.

Je sais ce que l'on a dit de cette conférence, qu'elle pourrait être une naïveté, comment imaginer parler de la paix aujourd'hui quand la guerre déchire une grande partie du Moyen-Orient ?

On a dit même que ça pouvait être une futilité, presque un supplément d'âme que nous viendrions ici introduire dans les relations internationales.

Je vous l'affirme ici, la naïveté ce serait de croire que le rapprochement entre Israël et ses voisins, si nécessaire, serait possible sans avancer vers la paix entre Israéliens et Palestiniens.

Et le cynisme, ce serait de s'enfoncer dans le statu quo, pour espérer ensuite un dérèglement de la situation qui justifierait tous les excès.

Il y a un moment où la communauté internationale doit rappeler non seulement les devoirs qu'elle a pour la paix, mais les droits aussi qui sont ceux attachés aux peuples ; et surtout rappeler l'enjeu de la sécurité : la sécurité pour Israël, la sécurité pour l'ensemble de la région, la sécurité aussi pour les Palestiniens.

Notre initiative, elle est faite pour être utile, elle est faite pour aider et non pas compliquer, elle est faite pour unir et non pas diviser.

Depuis un an, nous avons beaucoup consulté, nous nous sommes régulièrement retrouvés.

Nous avons associé à nos travaux 150 organisations israéliennes et palestiniennes ; et nous avons constaté que les bonnes volontés étaient toujours là. Cette disponibilité doit conduire les dirigeants à prendre leurs responsabilités.

C'est aussi pour la stabilité du monde que nous agissons et n'avons pas d'autre intérêt. Et nous aurions tous à souffrir si les peuples du monde arabe et musulman renonçaient, pour des raisons différentes, à la solution des deux États.

Voilà notre message, il intervient au moment où une nouvelle administration s'apprête à rentrer en fonctions à Washington. Plus de 20 ans après la signature des accords d'Oslo, chacun doit bien savoir quelle est la leçon que nous tirons de l'histoire. Chacun doit bien comprendre quel est l'enjeu et que rien ne peut être improvisé ou bouleversé.

Il y a un effort qui a été engagé il y a des années, il doit se poursuivre. Il est légitime, il est nécessaire que la communauté internationale réfléchisse sérieusement à la meilleure manière d'accompagner la solution des deux États. Et j'affirme ici que cette solution est la seule possible pour la paix et pour la sécurité.

Et je vous remercie tous d'y avoir contribué par votre présence, par vos travaux, par votre inspiration aujourd'hui à Paris.

Merci./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)